



Appel à articles - Numéro spécial

Fiscalité locale des ménages et des entreprises : théories et approches empiriques

Coordonné par :

- Nadine LEVRATTO, directrice de recherche au CNRS : nadine.levratto@cnrs.fr
- Philippe POINSOT, Maître de conférences, université Gustave Eiffel : philippe.poinsot@univ-eiffel.fr

Argumentaire

La fiscalité locale constitue un instrument central du financement des collectivités territoriales et un instrument majeur des politiques publiques à l'échelle infranationale. Elle joue un rôle décisif dans la redistribution, la compétitivité territoriale et l'attractivité économique, tout en conditionnant l'acceptabilité sociale de l'action publique. Dans un contexte de décentralisation accrue, de transitions écologiques et numériques, mais aussi de tensions budgétaires, les enjeux liés à la fiscalité locale des ménages et des entreprises se trouvent renouvelés. Par ailleurs, en France comme dans d'autres pays européens, elle a fait, depuis une dizaine d'années au moins, l'objet de réformes importantes avec notamment des allègements d'impôts tant sur les ménages que sur les entreprises pour des motifs d'attractivité et de compétitivité.

La littérature académique a longtemps étudié la fiscalité locale à travers deux grands prismes :

- d'un côté, la **théorie de la fiscalité locale** et ses prolongements en économie publique, abordant les questions d'efficacité, d'équité, de concurrence fiscale et de fédéralisme budgétaire ;
- de l'autre, des **approches empiriques et comparatives** qui mettent en évidence l'hétérogénéité des systèmes fiscaux locaux, leurs effets sur les comportements des ménages et des entreprises, ainsi que leurs interactions avec les inégalités territoriales.

De nombreux travaux se sont concentrés sur la fiscalité foncière, la fiscalité sur les entreprises, ou encore les dispositifs incitatifs mis en place pour favoriser l'investissement, l'innovation ou l'aménagement du territoire. Plus récemment, les recherches se sont élargies aux impacts redistributifs de la fiscalité locale, à ses liens avec la soutenabilité financière des collectivités, à son rôle dans les transitions énergétiques et écologiques, ainsi qu'aux enjeux de gouvernance et de transparence. Compte tenu des évolutions du consentement à l'impôt, de la place et des compétences accrues des niveaux infranationaux dans la mise en œuvre des politiques d'aménagement, de soutien à l'économie, de transition écologique et d'intégration sociale, de nombreuses questions liées à ce sujet restent à explorer.

Thématiques

Ce numéro spécial souhaite rassembler des contributions théoriques, empiriques ou comparatives sur la fiscalité locale des ménages et des entreprises. Les propositions sur les thématiques suivantes sont particulièrement bienvenues :

- Des analyses théoriques sur la fiscalité locale, le fédéralisme fiscal et la concurrence fiscale territoriale ;
- Des études sur les réformes de la fiscalité locale et leur évaluation ;
- Des analyses sur l'existence et l'ampleur des disparités locales liées à la fiscalité, notamment économiques ;
- Des études de cas mettant en évidence les spécificités de systèmes fiscaux locaux en France ou à l'international ;
- Des comparaisons internationales sur les modèles de financement des collectivités territoriales ;
- Des travaux économétriques sur les effets de la fiscalité locale sur l'investissement, l'emploi, la localisation des entreprises et les inégalités spatiales, etc. ;
- Des contributions explorant le lien entre fiscalité locale et transition écologique (fiscalité énergétique, incitations vertes, etc.) ;
- Des recherches portant sur l'acceptabilité sociale de la fiscalité locale et ses implications politiques ;
- Des approches en termes de gouvernance fiscale, de transparence et de responsabilité démocratique.

Modalités de soumission

Les articles, **en français ou en anglais**, doivent être envoyés sous format word ou pdf après avoir été anonymisés. Ils doivent être accompagnés, en français et en anglais, d'un résumé d'une dizaine de lignes, des mots-clés correspondants et de la classification du JEL. Le nom de l'auteur, l'institution à laquelle il appartient et son adresse doivent figurer en page de garde.

Calendrier

- Fin 2025-Début 2026 : Intention de proposition d'article (facultatif)
- 30 août 2026 : Soumission de l'article complet
- Fin septembre 2026 : retour des rapporteurs
- 15 novembre 2026 : Envoi de la version révisée de l'article
- Décembre 2026 : Parution du numéro

Les articles doivent être adressés à :

- Nadine Levratto : nadine.levratto@cnrs.fr
- Philippe Poinot : philippe.poinot@univ-eiffel.fr
- Alexandra Schaffar (en copie) : alexandra.schaffar-dimou@univ-tln.fr